

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule déchets
89, rue Wéber – CS 52002
30907 Nîmes cedex 2

Nîmes, le 02/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/06/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RUEGGER Phillippe SARL

253 route d'Uzès
30340 MEJANNES LES ALES

Références : 2022-06-

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/06/2022 dans l'établissement RUEGGER Phillippe SARL implanté 253 route d'Uzès 30340 MEJANNES LES ALES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 30 mars 2022 avait conduit l'inspection à constater la mise en conformité de la majorité des faits non conformes relevés dans le périmètre de l'établissement exploité par la SARL Phillippe RUEGGER lors de la précédente visite du 15 mai 2018, à l'exception toutefois de la présence de déchets de pneumatiques stockés en-dehors de la benne dédiée, ce qui ne répondait pas totalement aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure.

En outre, un point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure sur la prescription relative à l'exercice d'une activité illégale d'entreposage de véhicules hors d'usage relevant de la rubrique 2712 de la nomenclature des ICPE sous le régime de l'enregistrement sur la parcelle cadastrée n°A/311, située hors périmètre de l'ICPE autorisée, n'avait pas été contrôlé lors de cette visite.

Ces deux points font l'objet de la présente inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RUEGGER Phillippe SARL
- 253 route d'Uzès 30340 MEJANNES LES ALES
- Code AIOT dans GUN : 0018100036
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société Ruegger Phillippe Sarl, dont le siège social est situé 253, route d'Uzès, lieu-dit « la plaine »

30340 Méjannes Lès Alès, est autorisée, par l'arrêté préfectoral n°2005-28 du 11 mai 2005, à exploiter une installation de démontage et de dépollution de véhicules hors d'usage sur la parcelle n°A 1279 (surface : 4356 m²) au lieu-dit "La Plaine" 253, route d'Uzès, 30340 Méjannes Lès Alès. La réduction de la capacité de son activité de traitement de déchets métalliques (cisailage et compactage) de 100 t/j à 45 t/j, a été actée par l'arrêté préfectoral modificatif n°2017-12 du 24 avril 2017.

L'établissement comporte :

- une aire bétonnée de 600 m² reliée à un débourbeur/déshuileur composée d'une zone de déchargement, de contrôle et de tri des déchets, d'une presse cisaille et d'une grue mobile, d'un stockage en vrac de ferrailles et de tôles et d'une aire de dépollution de véhicules ;
- un bâtiment de 160 m² abritant les bureaux et le stockage des batteries, du laiton, du plomb et de l'inox ;
- un abri pour le stockage des huiles, du liquide de refroidissement, des copeaux souillés et du gazole ;
- un réservoir aérien de 3000 l de fioul domestique et un distributeur de 2 m²/h ;
- un pont bascule ;
- une zone de stockage de véhicules dépollués ;
- une zone de stockage en bennes de 17 m³ des métaux non ferreux (cuivre, aluminium, zinc).

L'établissement est autorisé au titre des installations classées pour les activités suivantes :

- Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage, sur une surface de 300 m², visée par la rubrique 2712-1-b sous le régime de l'enregistrement;
- Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, sur une surface de 4056 m², visée par la rubrique 2713-1 sous le régime de l'autorisation;
- Installation de transit, regroupement de déchets dangereux (batteries exclusivement), pour une quantité de déchets maximale de 30 tonnes, visée par la rubrique 2718-1 sous le régime de l'autorisation;
- Installation de traitement de déchets non dangereux (cisailage de métaux exclusivement), la quantité traitée étant limitée à 45 tonnes / jour.

L'établissement porte l'agrément n°PR30.00014.D, qui a été renouvelé par arrêté préfectoral n°13.125N du 1er juillet 2013.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification du récolement à certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 novembre 2018

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)

- le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le sous-préfet d'Alès; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le sous-préfet d'Alès conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le sous-préfet d'Alès, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
ICPE illégale hors périmètre autorisé sur parcelle n°311	AP de Mise en Demeure du 16/11/2018, article 1.	Mise en demeure, régularisation situation administrative	Sans objet
Conformité aux plans et données techniques du dossier	AP de Mise en Demeure du 16/11/2018, article 2.	Mise en demeure, respect de prescriptions	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 1er juin 2022 a conduit l'inspection à constater que la SAS RUEGGER Philippe n'exerce aucune activité illégale visée par une rubrique de la nomenclature des ICPE sur la parcelle n°A/311 de la commune de Méjannes-lès-Alès, et que les déchets de pneumatiques sont stockés dans la benne dédiée à cet usage, ce qui répond aux deux derniers points de la mise en demeure du 16 novembre 2016.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : ICPE illégale hors périmètre autorisé sur parcelle n°311

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/11/2018, article 1.
Thème(s) : Situation administrative, Régularisation
Prescription contrôlée : La société Ruegger Philippe Sarl, dont le siège social se trouve 253, route d'Uzès, lieu-dit «la plaine», est mise en demeure dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, pour son site industriel situé à Méjannes Les Alès, en ce qui concerne l'activité illégale sur la parcelle n°311 non autorisée : <ul style="list-style-type: none">• soit d'enlever les véhicules et les déchets de la parcelle n°311, de la remettre en état et de respecter les dispositions de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2005-28 du 11 mai 2005 susvisé ;• soit de régulariser son activité en déposant un dossier de demande d'enregistrement en Préfecture.
Constats : <ul style="list-style-type: none">- Lors de la visite du 15 mai 2018, l'inspection a constaté qu'une activité illégale de VHU était exercée sur la parcelle non autorisée cadastrée n°A/311 : stockage de VHU, conteneurs de ferrailles, pneumatiques, activité qui a été attribuée à la SARL RUEGGER Philippe.- Lors de la visite du 1er juin 2022, Monsieur Philippe RUEGGER déclare qu'il n'exerce aucune activité sur la parcelle cadastrée n°A/311, qui ne lui appartient pas et qui est exploitée par la société D.A.R., qui exerce une activité de centre VHU sur la parcelle voisine de son site (parcelle cadastrée n°A/1278). Renseignement pris auprès de Monsieur David RUEGGER, gérant de la société D.A.R., celui-ci indique qu'il est effectivement locataire de la parcelle n°A/311, dont il détient les clefs du portail d'accès, et qu'il l'utilise pour y entreposer des véhicules lui appartenant, confirmant ainsi les dires de Monsieur Philippe RUEGGER. Par conséquent, la mise en demeure peut être levée sur ce point.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conformité aux plans et données techniques du dossier

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/11/2018, article 2.
Thème(s) : Situation administrative, Conformité des installations
Prescription contrôlée : La société Ruegger Philippe Sarl, dont le siège social se trouve 253, route d'Uzès, lieu-dit «la plaine», est mise en demeure dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, pour son site industriel situé à Méjannes Lès Ales, en ce qui concerne l'activité sur une zone non étanche et l'entreposage de déchets en dehors des emplacements prévus, de respecter les dispositions de l'article 1.5 de l'arrêté préfectoral n° 2005-28 du 11 mai 2005 susvisé, qui imposent que les installations soient implantées, réalisées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenues dans le dossier administratif de classement et sous réserve du respect des prescriptions du même arrêté.
Constats : <ul style="list-style-type: none">- Lors de la visite du 15 mai 2018, l'inspection a constaté que des déchets étaient stockés au sein de la parcelle autorisée en dehors des emplacements prévus.- Lors de la visite du 30 mars 2022, l'inspection constate la présence d'une benne de stockage remplie de pneumatiques, entreposée à l'est de la parcelle à proximité de la réserve d'eau, et de tas de pneumatiques usagés entreposés sur le sol au sud de la parcelle, sur l'aire prévue pour entreposer les VHU non dépollués, qui ne sont pas indiqués sur le plan. L'exploitant a transmis à l'inspection un nouveau plan mis à jour pour la benne de stockage de pneumatiques en date du 8 avril 2022. Toutefois, les pneumatiques entreposés au sol au sud de la parcelle doivent également, sous un délai maximale de 15 jours, être évacués et stockés dans la benne prévue à cet effet.- Lors de la visite du 1er juin 2022, l'inspection constate que les pneumatiques entreposés au sol au sud de la parcelle ont bien été évacués.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet